

Art. 2. L'article 3, alinéa 4, du même arrêté est modifié comme suit :

« Le Conseil comprend en outre huit accessseurs, à savoir : deux délégués du Ministre de la Justice, deux délégués du Ministre de l'Education nationale, un délégué de chacun des Ministres de la Prévoyance sociale, de la Santé publique, de l'Emploi et du Travail et de la Famille et du Logement. »

Art. 3. Dans les articles 6, 7, 9 et 11 du même arrêté, sont supprimés les mots « le Ministre de la Justice ».

Art. 4. Dans les articles 4, 10 et 12 du même arrêté, les mots « le Ministre de la Justice » sont remplacés par les mots « le Ministre de l'Education nationale ».

Art. 5. Dans l'article 13 du même arrêté, les mots « au Ministère de la Justice » sont remplacés par les mots « au Ministère de l'Education nationale et de la Culture ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1970.

Art. 7. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 1970.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

P. VERMEYLEN

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,

A. VRANCKX

Le Ministre de l'Education nationale, | De Minister van Nationale Opvoeding,

A. DUBOIS

0 2 6 4 8

17 DECEMBRE 1970. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 février 1952 organique de l'enseignement du service social

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juin 1945 sur la protection du titre d'auxiliaire ou d'assistant social;

Vu les lois sur l'enseignement technique, coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1957;

Vu la loi du 29 mai 1959, modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1952 organique de l'enseignement du service social, modifié par les arrêtés royaux des 7 novembre 1953 et 16 août 1963;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1952 portant création d'un conseil supérieur de l'enseignement du service social, modifié par l'arrêté royal du 16 juin 1955;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Nos Ministres de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les articles 2, 6, 7, 8, 12, 13, 14, 17, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 33, 34 et 41 de l'arrêté royal du 28 février 1952 organique de l'enseignement du service social, modifié par les arrêtés royaux des 7 novembre 1953 et 16 août 1963, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 2. Il est tenu au Ministère de l'Education nationale et de la Culture française un répertoire des personnes qui ont obtenu, en langue française, le diplôme d'auxiliaire social.

Art. 2. Artikel 3, alinea 4, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« De Raad telt bovendien acht assessoren, te weten : twee afgevaardigden van de Minister van Justitie, twee afgevaardigden van de Minister van Nationale Opvoeding, één afgevaardigde van elk van de Ministers van Sociale Voorzorg, van Volksgezondheid, van Tewerkstelling en Arbeid en van Gezin en de Huisvesting ».

Art. 3. In de artikelen 6, 7, 9 en 11 van hetzelfde besluit worden de woorden « Minister van Justitie » geschrapt.

Art. 4. In de artikelen 4, 10 en 12 van hetzelfde besluit worden de woorden « Minister van Justitie » door de woorden « Minister van Nationale Opvoeding » vervangen.

Art. 5. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden « bij het Ministerie van Justitie » door de woorden « bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur » vervangen.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1970.

Art. 7. Onze Ministers van Nationale Opvoeding zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 december 1970.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

17 DECEMBER 1970. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 1952 tot regeling van het onderwijs van maatschappelijk dienstbetoon

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juni 1945 tot bescherming van de titel van maatschappelijk assistent;

Gelet op de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 30 april 1957;

Gelet op de wet van 29 mei 1959, tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1952 tot regeling van het onderwijs van maatschappelijk dienstbetoon, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 november 1953 en 16 augustus 1963;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1962 houdende algemene regeling van de studien in het hoger technisch onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1952 houdende oprichting van een hoge raad voor het onderwijs van het maatschappelijk dienstbetoon, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juni 1955;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Ministers van Nationale Opvoeding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De artikelen 2, 6, 7, 8, 12, 13, 14, 17, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 33, 34 en 41 van het koninklijk besluit van 28 februari 1952 tot regeling van het onderwijs van maatschappelijk dienstbetoon, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 november 1953 en 16 augustus 1963, worden door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 2. Op het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur wordt een repertorium gehouden van de personen die, in de franse taal, het diploma van maatschappelijk assistent bekomen hebben.

Il est tenu au Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise un répertoire des personnes qui ont obtenu, en langue néerlandaise, le diplôme d'auxiliaire social.

Art. 6. Les stages ne peuvent être effectués que dans des organismes suffisamment qualifiés pour assurer la formation méthodique des étudiants.

L'école se soumet à cet égard aux instructions qui lui sont données par le Ministre de l'Éducation nationale.

Art. 7. Pour pouvoir être admis à suivre les cours en vue de l'obtention du diplôme d'auxiliaire social, l'étudiant doit être porteur, soit du certificat homologué d'humanités anciennes ou modernes, soit du certificat agrégé d'humanités modernes, section économique, soit du diplôme de fin d'études d'école normale, soit du certificat de fin d'études de l'enseignement technique ou agricole du degré secondaire, obtenu dans les institutions organisées ou agréées par l'État et répondant aux conditions déterminées par le Ministre de l'Éducation nationale.

Les candidats qui ne remplissent pas les conditions prévues au présent article seront soumis à un examen d'entrée à l'effet d'établir qu'ils possèdent un développement intellectuel suffisant. Le Ministre de l'Éducation nationale en détermine le programme, nomme le jury parmi les professeurs de l'école et désigne éventuellement un délégué de l'État pour assister à cet examen.

Ne pourront être autorisés à participer à cette épreuve que les candidats qui atteindront l'âge de 18 ans avant le 31 décembre de l'année de leur inscription. Aucune dispense ne sera admise.

Art. 8. Les écoles de service social de l'État sont créées par le Roi sur proposition du Ministre de l'Éducation nationale.

Les écoles de service social organisées par les pouvoirs provinciaux, communaux ou par des particuliers peuvent, si elles satisfont aux conditions exigées par le présent arrêté, être agréées par le Roi sur proposition du Ministre de l'Éducation nationale.

La procédure prévue par les articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 28 février 1952, portant création du conseil supérieur de l'enseignement du service social, sera suivie dans les cas visés aux alinéas 1er et 2 du présent article.

Art. 12. Les stages prévus à l'article 9 ont une durée de cinq mois en deuxième année, et de neuf mois en troisième année. Chaque élève est muni d'un carnet de stage dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Ministre de l'Éducation nationale.

Art. 13. Le Ministre de l'Éducation nationale détermine le programme minimum des études, et notamment :

- 1° les matières dont l'enseignement est obligatoire et leur contenu minimum;
- 2° le nombre d'heures minimum réservé à chaque matière;
- 3° les modalités des stages.

Art. 14. Les porteurs du diplôme d'auxiliaire social qui désirent obtenir la mention supplémentaire d'une autre série de cours à option doivent se consacrer entièrement pendant une année scolaire, aux cours et aux stages (quatre mois au moins) relatifs à cette série. Ils pourront subir la même année l'examen de la deuxième et de la troisième année.

Art. 17. Le Ministre de l'Éducation nationale détermine parmi les matières inscrites au programme, celles qui lors des examens de passage, font l'objet d'un interrogatoire oral, et celles qui font l'objet d'une épreuve écrite, ainsi que les points attribués pour chaque matière.

Art. 19. L'examen final comporte :

1° la présentation d'un rapport personnel et critique d'observation sociale en relation avec les stages accomplis par le candidat;

2° la discussion de ce rapport devant le jury, suivi d'un interrogatoire.

Pour réussir à l'examen final, le candidat doit obtenir au moins 60 p.c. de l'ensemble des points.

Le Ministre de l'Éducation nationale détermine la procédure de l'examen final ainsi que la répartition des points.

La disposition de l'article 18, alinéa 2, est applicable à cet examen final.

Op het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur wordt een repertorium gehouden van de personen die, in de nederlandse taal, het diploma van maatschappelijk assistent bekomen hebben.

Art. 6: De stages mogen slechts verricht worden in instellingen welke voldoende geschikt zijn om in de methodische opleiding van de studenten te voorzien.

De school volgt ter zake de richtlijnen van de Minister van Nationale Opvoeding.

Art. 7. Om te kunnen toegelaten worden tot het volgen der leergangen voor het bekomen van het diploma van maatschappelijk assistent, moet de student houder zijn of van het gehomologeerd getuigschrift van oude of moderne humaniora, of van het erkend getuigschrift van moderne humaniora, economische afdeling, of van het eindexamen van een normaalschool of van een getuigschrift van voleindigde studien van het technisch of landbouwonderwijs van de middelbare graad, bekomen in een door het Rijk ingericht of erkend instituut, en beantwoordend aan de voorwaarden bepaald door de Minister van Nationale Opvoeding.

De kandidaten die de in dit besluit gestelde voorwaarden niet vervullen, moeten een toelatingsexamen afleggen om er van te doen blijken dat zij een voldoende verstandelijke ontwikkeling bezitten. De Minister van Nationale Opvoeding bepaalt het programma ervan, benoemt de examencommissie onder de leraren van de school en wijst eventueel een afgevaardigde van de Staat aan om bij dit examen aanwezig te zijn.

Machtiging om aan dit examen deel te nemen, wordt slechts gegeven aan de kandidaten die vóór 31 december van het jaar van hun inschrijving de leeftijd van 18 jaar hebben bereikt. Geen enkele vrijstelling wordt verleend.

Art. 8. De Rijkscholen voor maatschappelijk dienstbetoon worden door de Koning opgericht op de voordracht van de Minister van Nationale Opvoeding.

De scholen voor maatschappelijk dienstbetoon ingericht door de provincie of de gemeente of door particulieren kunnen, indien zij aan de vereisten van dit besluit voldoen, door de Koning erkend worden, op de voordracht van de Minister van Nationale Opvoeding.

In de gevallen bedoeld in het eerste en tweede lid van dit artikel, wordt de procedure gevolgd bepaald bij de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 28 februari 1952, houdende oprichting van de hoge raad voor het onderwijs van het maatschappelijk dienstbetoon.

Art. 12. De in artikel 9 bedoelde stages duren vijf maanden in het tweede jaar en negen maanden in het derde jaar. Iedere leerling krijgt een stageboekje waarvan de Minister van Nationale Opvoeding model en inhoud bepaalt.

Art. 13. De Minister van Nationale Opvoeding, bepaalt het minimumprogramma van de studien en onder meer :

- 1° de vakken waarvan het onderwijs verplicht is en de minimuminhoud ervan;
- 2° het minimumaantal uren voor elk vak voorbehouden;
- 3° de modaliteiten van de stages.

Art. 14. De houders van het diploma van maatschappelijk assistent die de bijkomende vermelding van een andere reeks keuzevakken wensen te bekomen, moeten zich gedurende een schooljaar volledig wijden aan de lessen en de stages (ten minste vier maanden) die op deze reeks betrekking hebben. Zij kunnen hetzelfde jaar het examen over het tweede en het derde jaar afleggen.

Art. 17. De Minister van Nationale Opvoeding bepaalt over welke op het programma opgenomen vakken, bij de overgangsexamens mondeling dan wel schriftelijk wordt ondervraagd en hoeveel punten voor ieder vak worden toegekend.

Art. 19. Het eindexamen omvat :

1° het voorleggen van een persoonlijk en kritisch verslag van maatschappelijke waarneming in verband met de door de kandidaat gedane stages;

2° de bespreking van dit verslag voor de examencommissie, gevolgd door een ondervraging.

Om voor het eindexamen te slagen, moet de kandidaat ten minste 60 t.h. van het geheel der punten bekomen.

De Minister van Nationale Opvoeding bepaalt de procedure van het eindexamen alsmede de verdeling van de punten.

Het bepaalde in artikel 18, tweede lid, is op dat eindexamen van toepassing.

» Art. 22. Le Ministre de l'Education nationale est informé en temps utile de la date des sessions des examens de passage et de fin d'études. Il peut désigner un délégué de l'Etat pour assister à ces examens.

» Art. 23. Après les sessions, un exemplaire des rapport d'observation sociale prévus à l'article 19 est déposé à la bibliothèque du Ministère de l'Education nationale.

» Art. 24. Les demandes tendant à bénéficier d'une des dérogations prévues au présent arrêté sont adressées au Ministre de l'Education nationale par l'école où l'étudiant est inscrit.

» Art. 25. Par dérogation à l'article 16, l'étudiant qui n'a pu se présenter à l'examen de première ou de deuxième année, par suite d'un cas de force majeure dont il doit fournir la preuve, ou qui a subi un échec à l'examen de passage de deuxième en troisième année, peut solliciter du Ministre de l'Education nationale l'autorisation de subir deux épreuves la même année.

» Art. 26. Le Ministre de l'Education nationale détermine dans quelle mesure peuvent être abrégées les études et selon quelles règles sont subis les examens, pour :

» 1° les étudiants qui ont atteint l'âge de 30 ans avant le 31 décembre précédant l'examen de deuxième année et qui justifient avoir, pendant dix années exercé avec succès des activités à caractère nettement social;

» 2° les étudiants qui après l'examen de la première année, ont effectué à la colonie tout ou une partie des stages prévus à l'article 12;

» 3° les candidats à l'obtention d'un diplôme d'auxiliaire social qui sont déjà en possession soit d'un diplôme légal d'infirmier, soit d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

» Art. 27. Le Ministre de l'Education nationale détermine dans quelles conditions seront admises à obtenir le diplôme d'auxiliaire social les personnes de nationalité belge ou étrangère qui ont fait tout ou partie de leurs études de service social à l'étranger.

» Art. 30. Le passage d'un étudiant d'une école à l'autre, pendant le cours de l'année scolaire, ne sera admis qu'avec l'accord des établissements intéressés qui seront tenus d'en informer le Ministre de l'Education nationale.

» La présentation à l'examen sera faite en ce cas par l'école dont l'étudiant aura suivi les cours en dernier lieu.

» Art. 33. L'inspection scientifique et pédagogique ainsi que le contrôle administratif des écoles incombent au Ministre de l'Education nationale.

» Art. 34. Les membres des jurys d'examen, les membres des services d'inspection et de contrôle ainsi que les personnes chargées de mission d'inspection peuvent recevoir une indemnité de vacation ainsi qu'une indemnité pour frais de route et de séjour dont le montant est fixé par le Ministre de l'Education nationale.

» Art. 41. Notre Ministre de la Justice et Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.»

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1970.

Art. 3. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 1970.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

P. VERMEYLEN

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,

A. VRANCKX

Le Ministre de l'Education nationale, | De Minister van Nationale Opvoeding,

A. DUBOIS

» Art. 22. De Minister van Nationale Opvoeding wordt ten gepaste tijde op de hoogte gebracht van de data der zittingen van de overgangs- en eindexamens. Hij kan een afgevaardigde van de Staat aanstellen om deze examens bij te wonen.

» Art. 23. Na de zittingen wordt een exemplaar van de bij artikel 19 voorgeschreven verslagen van maatschappelijke waarneming neergelegd in de bibliotheek van het Ministerie van Nationale Opvoeding.

» Art. 24. De aanvragen om in aanmerking te komen voor een van de afwijkingen bepaald in dit besluit worden aan de Minister van Nationale Opvoeding gericht door de school waar de student ingeschreven is.

» Art. 25. In afwijking van artikel 16 mag de student die, ingevolge een geval van overmacht waarvan hij het bewijs moet leveren, zich voor het examen van het eerste of van het tweede jaar niet heeft kunnen aanmelden, of die voor het overgangsexamen van het tweede naar het derde jaar niet geslaagd is, aan de Minister van Nationale Opvoeding toelating vragen om hetzelfde jaar twee examens af te leggen.

» Art. 26. De Minister van Nationale Opvoeding bepaalt in welke mate de studiën mogen ingekort worden en volgens welke regelen de examens afgelegd worden, voor :

» 1° de studenten die de leeftijd van 30 jaar bereikt hebben vóór de 31 december, welke het examen voor het tweede jaar voorafgaat en die bewijzen dat zij gedurende tien jaar met goed gevolg een activiteit met kennelijk maatschappelijk karakter hebben uitgeoefend;

» 2° de studenten die, na het examen van het eerste jaar, de stages bepaald in artikel 12 geheel of ten dele in de kolonie hebben gedaan;

» 3° de kandidaten voor het bekomen van een diploma van maatschappelijk assistent, die reeds in het bezit zijn of van het wettelijk diploma van ziekenverpleger, of van een diploma van hoger onderwijs.

» Art. 27. De Minister van Nationale Opvoeding bepaalt onder welke voorwaarden, de personen van Belgische of vreemde nationaliteit die hun studiën van maatschappelijk dienstbetoon, geheel of gedeeltelijk in het buitenland hebben gedaan, het diploma van maatschappelijk assistent kunnen bekomen.

» Art. 30. De overgang van een student in de loop van het schooljaar van de ene naar de andere school, is slechts toegelaten met de instemming van de betrokken inrichtingen, welke de Minister van Nationale Opvoeding hiervan kennis moeten geven.

» In zodanig geval wordt de student voor het examen voorgedragen door de school waar hij laatst de lessen heeft gevolgd.

» Art. 33. De wetenschappelijke en opvoedkundige inspectie, alsook de administratieve controle der scholen berusten bij de Minister van Nationale Opvoeding.

» Art. 34. De leden van de examencommissies, de leden van de inspectie- en controlediensten, alsmede de personen belast met een inspectieopdracht, kunnen een vacatievergoeding, alsmede een vergoeding voor reis- en verblijfkosten ontvangen waarvan de Minister van Nationale Opvoeding het bedrag vaststelt.

» Art. 41. Onze Minister van Justitie en Onze Ministers van Nationale Opvoeding zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.»

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1970.

Art. 3. Onze Ministers van Nationale Opvoeding zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 december 1970.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,